

**Assemblée générale**

Distr. générale  
17 novembre 2021  
Français  
Original : anglais

---

**Soixante-seizième session**  
**Cinquième Commission**  
Point 139 de l'ordre du jour  
**Planification des programmes**

**Lettre datée du 16 novembre 2021, adressée au Président  
de la Cinquième Commission par le Président de la Troisième  
Commission**

J'ai le plaisir de vous faire tenir ci-joint un résumé des débats qui se sont tenus à la Troisième Commission de l'Assemblée générale au titre de la planification des programmes durant la réunion informelle du jeudi 11 novembre 2021 (voir annexe). À cette réunion, la Commission a examiné le programme 14 (Égalité des sexes et autonomisation des femmes) et le programme 20 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir veiller à ce que les vues exprimées par les membres de la Commission soient prises en considération par la Cinquième Commission lors de ses délibérations sur les programmes 14 et 20 du projet de budget-programme.

Le Président  
de la Troisième Commission  
(Signé) Mohamed Siad **Doualeh**



## Annexe

### Résumé établi par le Président

1. La Troisième Commission a tenu une réunion informelle, le 11 novembre 2021, sur le point de l'ordre du jour intitulé « Planification des programmes ».
2. La Directrice de la Division des politiques, des programmes et des relations intergouvernementales de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), Sarah Hendriks, et la Haute-Commissaire adjointe aux droits de l'homme, Nada Al-Nashif, ont présenté des exposés sur le programme 14 (Égalité des sexes et autonomisation des femmes) et le programme 20 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022, respectivement.
3. Les exposés ont été suivis d'un échange interactif avec les États Membres.

### Résumé des débats

4. Les délégations ont remercié le Président et le Bureau de la Commission d'avoir convoqué et organisé la réunion informelle. Elles ont également remercié les représentantes du Secrétariat pour leurs exposés.
5. Rappelant que le Comité du programme et de la coordination était le principal organe subsidiaire du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale chargé des questions de planification, de programmation et de coordination, les délégations ont salué son rôle consultatif technique essentiel. Elles ont également souligné que les questions administratives et budgétaires relevaient de la Cinquième Commission.
6. Les délégations ont regretté que les membres du Comité du programme et de la coordination n'aient pu s'entendre sur des recommandations pour les programmes 14 et 20 cette année. À cet égard, certaines se sont déclarées en faveur du renforcement du Comité de telle sorte que celui-ci puisse remplir sa fonction et parvenir à des accords sur les propositions soumises à son examen.
7. Les délégations ont également fait remarquer que la formulation de recommandations concernant les programmes à l'intention de l'Assemblée générale devrait continuer d'incomber au premier chef au Comité du programme et de la coordination, qui a été vivement engagé à conclure l'examen de tous les programmes par un consensus à ses prochaines sessions.
8. Certaines délégations ont rappelé le paragraphe 9 de la résolution [75/243](#), dans lequel l'Assemblée générale déclare que dans l'éventualité rare où le Comité du programme et de la coordination ne pourrait pas formuler de conclusions ni de recommandations au sujet de tel ou tel sous-programme ou programme du projet de budget-programme, elle-même ou sa grande commission ou ses grandes commissions chargées de l'exécution des mandats correspondants seraient saisies dudit sous-programme ou programme afin de faire part à la Cinquième Commission de leurs conclusions ou recommandations y relatives dans les plus brefs délais et lui permettre de les examiner en temps voulu. À cet égard, la réunion informelle a été considérée comme une occasion pour la Commission de faire de telles recommandations.
9. La délégation brésilienne a dit espérer qu'à l'avenir, la Troisième Commission pourrait intervenir plus tôt dans le processus afin que les débats de fond soient plus approfondis et aboutissent à des résultats concrets. Elle a également déclaré qu'étant parvenue à un accord sur la suite des opérations concernant le résumé du Président comme décrit dans le programme de travail de la réunion en cours, elle avait l'intention de retirer les projets de décision [A/C.3/76/L.63](#) et [A/C.3/76/L.64](#). Par ailleurs, elle a souligné le rôle important que le Comité du programme et de la

coordination jouait dans la concrétisation des mandats, mais fait observer que l'examen des programmes par la grande commission concernée lorsque le Comité n'avait pu parvenir à un accord était une prescription fondamentale de la résolution 75/243. La délégation égyptienne a réaffirmé que, selon le paragraphe 9 de cette résolution, il était tout à fait acceptable, du point de vue de la procédure, que la Troisième Commission examine des programmes sur lesquels le Comité n'était pas parvenu à un consensus. Elle a dit estimer que celui-ci gagnerait à ce que ses membres fassent preuve, entre eux, de davantage de compréhension, de coopération et d'esprit de compromis.

10. La délégation cubaine a déclaré qu'à son sens, la réunion informelle en cours ne pouvait remplacer le débat de fond qui devrait avoir lieu à la Troisième Commission en vue de la formulation de recommandations à l'intention de la Cinquième Commission. Elle a dit considérer que le paragraphe 9 de la résolution 75/243 était clair sur le rôle des grandes commissions concernant l'examen des programmes lorsque le Comité du programme et de la coordination n'avait pu parvenir à un accord. Par ailleurs, elle s'est félicitée du retrait des deux projets de décision, ajoutant que le rôle de la Troisième Commission était non pas d'adopter les programmes mais de faire des recommandations à la Cinquième Commission.

11. Certaines délégations ont estimé que l'examen des programmes à la Troisième Commission faisait double emploi avec les travaux de la Cinquième Commission. La délégation espagnole s'est dite préoccupée à l'idée que les grandes commissions cherchent à modifier l'issue des débats tenus à la Cinquième Commission et a souligné le principe fondamental selon lequel les débats concernant les programmes et les questions budgétaires devaient se tenir en même temps et au sein du même organe directeur, à savoir la Cinquième Commission.

12. Certaines délégations ont également fait observer que la réunion informelle ne devait pas constituer un précédent pour les futures sessions de la Commission.

13. En outre, la délégation australienne, s'exprimant également au nom du Canada, de la Nouvelle-Zélande et de l'Islande, a fait remarquer que le Règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation étaient très clairs sur la question de la procédure et qu'il avait été décidé d'un commun accord lors du passage à titre expérimental à un cycle budgétaire annuel que ce règlement ne serait pas modifié. La délégation japonaise a réaffirmé la nécessité de ne pas empêcher la Cinquième Commission, dont relevaient les questions administratives et budgétaires, de procéder rapidement à l'examen des points de l'ordre du jour qui lui étaient renvoyés. Elle a déclaré que l'examen de points de l'ordre du jour à la Troisième Commission devait se dérouler parallèlement, si nécessaire, à l'examen des mêmes points de l'ordre du jour à la Cinquième Commission, et que la contribution de la Troisième Commission, le cas échéant, devait intervenir dès que possible.

#### **Programme 14 : Égalité des sexes et autonomisation des femmes**

14. La délégation russe a déclaré que les programmes comportaient des inexactitudes quant au mandat et à certains des termes employés qui l'empêchaient d'appuyer les programmes à ce stade.

15. La délégation argentine s'est félicitée de la possibilité qui était offerte de tenir une réunion pour se conformer au paragraphe 9 de la résolution 75/243. Elle a appuyé le travail du Comité du programme et de la coordination et fait remarquer que les États Membres pouvaient faire des propositions concernant les programmes. Elle a également fait remarquer que le travail du Comité pouvait être renforcé. Elle s'est

dite favorable à l'approbation du programme 14 et a déclaré appuyer avec force le travail d'ONU-Femmes.

16. La délégation salvadorienne a exprimé ses remerciements pour la possibilité qui était donnée de débattre de la planification des programmes à la Troisième Commission et souligné le rôle du Comité du programme et de la coordination en matière de planification, de programmation et de coordination, toutes opérations qui devaient s'opérer en temps voulu et sur la base d'un consensus. Elle a déclaré que les méthodes de travail du Comité devraient être revues de telle sorte qu'il dispose de suffisamment de temps et de ressources pour ses travaux et que l'on ne recoure à l'examen en grande commission qu'en dernier ressort. Elle a exprimé son attachement au mandat d'ONU-Femmes et dit ne pas douter que la Cinquième Commission adopterait le programme.

17. La délégation brésilienne a déclaré que les travaux du Comité du programme et de la coordination contribuaient à la concrétisation des mandats donnés dans les résolutions et exécutés par l'Organisation. Elle a appuyé le programme 14, sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en particulier le travail d'ONU-Femmes, et salué les efforts faits pour donner à cette entité suffisamment de ressources pour pouvoir s'acquitter de son mandat et ainsi continuer de faire progresser l'autonomisation des femmes et de protéger et promouvoir les droits des femmes et des filles en coopération étroite avec d'autres entités des Nations Unies.

18. La délégation française a renouvelé son soutien sans réserve à ONU-Femmes et à son mandat et mentionné le Forum Génération Égalité et la promesse de verser 40 milliards de dollars en faveur de l'égalité des sexes. Elle a souscrit à la proposition de demander à la Cinquième Commission d'approuver le programme 14 sans modification.

19. La délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a souligné l'important rôle technique et consultatif du Comité du programme et de la coordination en ce qui concerne les budgets-programmes et fait remarquer que les mandats relevant des programmes à l'examen avaient été arrêtés d'un commun accord. Elle a dit espérer que le Comité pourrait parvenir à un consensus l'année dans l'année à venir. Elle a constaté que, dans le programme 14, ONU-Femmes jouait un rôle essentiel dans le renforcement des normes et standards mondiaux, la promotion d'une meilleure coordination, la cohérence et une meilleure intégration des questions de genre dans le système des Nations Unies. Elle s'est félicitée que l'on ait mentionné les partenariats, la programmation conjointe et la collaboration, notamment avec d'autres entités des Nations Unies, qui sont essentiels à l'intégration en question. Elle s'est également félicitée de l'accent mis sur une action climatique qui tienne compte des questions de genre, ainsi que des travaux relatifs aux plans d'action nationaux pour les femmes et la paix et la sécurité. Elle a demandé au Président de recommander que la Cinquième Commission approuve le programme 14.

20. Les délégations de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande et de l'Islande ont dit mesurer l'importance du rôle joué par le Comité du programme et de la coordination en formulant des conclusions et des recommandations sur les plans-programmes et rappelé qu'il avait été décidé, lors du passage titre expérimental à un cycle budgétaire annuel, de ne pas modifier les règles en vigueur. Elles ont également rappelé que tous les mandats qui entraient en jeu dans les plans-programmes avaient été arrêtés d'un commun accord par les États Membres et dit estimer que le plan-programme traduisait fidèlement ces mandats. Elles ont exprimé leur vif soutien au travail capital qui était accompli pour faire progresser et protéger l'égalité des sexes et le respect des droits humains dans le monde, là où les droits des pauvres étaient respectés. Elles ont demandé au Président de recommander, au nom de la Troisième Commission, que la Cinquième Commission approuve le programme 14 pour 2022.

21. La délégation des États-Unis d'Amérique a exprimé ses remerciements pour la tâche accomplie par ONU-Femmes dans le monde. Elle a constaté le caractère technique et consultatif du rôle confié au Comité du programme et de la coordination et dit espérer qu'il parvienne à un consensus sur tous les plans-programmes à l'avenir. Elle a déclaré appuyer sans réserve le mandat d'ONU-Femmes et le travail qu'elle effectuait en tant que principale entité chargée de faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans le monde et dit considérer que la promotion de l'égalité des sexes était une composante essentielle des activités menées par l'Organisation des Nations Unies dans chacun de ses trois piliers, en particulier pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Elle a réaffirmé qu'il importait que le programme soit présenté suffisamment tôt à la Cinquième Commission pour qu'elle l'examine en temps voulu.

22. La délégation cubaine s'est déclarée favorable au rôle du Comité du programme et de la coordination et à l'examen des programmes par la Troisième Commission. Elle a dit appuyer sans réserve le mandat d'ONU-Femmes.

23. La délégation de l'Union européenne a dit comprendre que la réunion ne remettrait pas en cause le rôle du Comité du programme et de la coordination, comité qu'elle a engagé à parvenir à un consensus sur tous les programmes lors des futures sessions, charge à la Cinquième Commission d'approuver ces programmes. Elle a exprimé son soutien plein et entier à ONU-Femmes, dont elle a dit mesurer le rôle essentiel dans la promotion de l'égalité des sexes, de l'exercice de tous les droits humains par l'ensemble des femmes et des filles et de l'autonomisation de celles-ci ; réaffirmé qu'elle était favorable aux cinq domaines thématiques retenus pour le programme et vivement engagé les États Membres à faire en sorte que l'Organisation dispose de suffisamment de fonds pour le mettre en œuvre ; constaté l'importante responsabilité d'ONU-Femmes dans la promotion de l'intégration des questions de genre dans le système des Nations Unies, y compris dans des domaines nouveaux tels que la dématérialisation et l'action climatique et environnementale. Elle a pris note de la tenue du Forum Génération Égalité, convoqué par ONU-Femmes et coprésidé par la France et le Mexique, en partenariat avec la société civile, pour la promotion de l'égalité des sexes. Elle a indiqué qu'elle s'opposerait à tout amendement examiné par le Comité du programme et de la coordination, la Troisième Commission ou la Cinquième Commission et tendant à affaiblir les références aux droits humains et à la promotion de l'égalité des sexes. Elle était d'avis que la Cinquième Commission devrait adopter le programme sans modification.

24. La délégation maltaise a dit attacher une grande importance au Comité du programme et de la coordination et à ses travaux et souhaiter que l'examen du programme 14 débouche sur un consensus. Elle a souligné le rôle de la Cinquième Commission dans l'examen et l'adoption des plans-programmes. Elle a vivement encouragé le Président à recommander l'approbation du programme dans une lettre adressée à la Cinquième Commission.

25. La délégation italienne a déclaré appuyer sans réserve le programme sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Elle a souligné le rôle du Comité du programme et de la coordination en matière de planification, de programmation et de coordination et dit estimer que la procédure actuelle d'approbation des plans-programmes devrait être préservée.

26. La délégation dominicaine s'est dite très satisfaite du travail important accompli par ONU-Femmes. Elle a dit considérer le Comité du programme et de la coordination comme le principal organe compétent pour ce qui était des questions de planification, de programmation et de coordination et regretter qu'il n'ait pu parvenir à un accord sur des conclusions et recommandations relatives au programme 14. Elle a demandé qu'à l'avenir, celui-ci conclue ses travaux dans les délais impartis et par consensus.

Elle a demandé au Président de recommander, au nom de la Troisième Commission, à la Cinquième Commission que l'Assemblée générale approuve le programme sans modifications.

27. La délégation japonaise a déclaré qu'il appartenait à chaque commission de décider si elle devait inscrire la question de la planification des programmes à son programme de travail et comment la traiter, et que chacun devait tout faire pour que les plans-programmes et les budgets soient approuvés en temps voulu. Elle a demandé que l'on recommande à la Cinquième Commission d'approuver le programme 14.

28. La délégation néerlandaise a réitéré son soutien plein et entier au travail d'ONU-Femmes. Elle s'est dite déçue que le Comité du programme et de la coordination ne soit pas parvenu à un consensus sur un certain nombre de programmes pour la troisième année consécutive. Le Comité n'avait pas approuvé le programme 14, sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, depuis 2018. La délégation l'a invité à parvenir à un consensus sur tous les programmes lors des prochaines sessions, afin que les responsables de programmes puissent les mettre à exécution sur la base d'orientations claires fournies par les États Membres. Elle s'est dite satisfaite de la tâche accomplie par les responsables de programme pour traduire en actes concrets et décisifs, dans l'intérêt des populations, les mandats sur lesquels les États Membres s'étaient entendus en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. Elle s'est déclarée favorable à ce que le Président recommande l'approbation du programme 14 dans une lettre adressée à la Cinquième Commission.

29. La délégation suisse, s'exprimant également au nom du Liechtenstein, a regretté que les membres du Comité du programme et de la coordination n'aient pu s'entendre sur des conclusions et des recommandations concernant le programme. Elle s'est dite pleinement satisfaite du plan-programme, a remercié le Secrétaire général pour le plan et a recommandé que la Cinquième Commission approuve le programme sans modification.

30. La délégation mexicaine a déploré que le Comité du programme et de la coordination n'ait pas formulé de conclusions ou de recommandations sur les programmes à l'examen, soulignant que l'approbation des programmes incombait à la Cinquième Commission. Elle s'est dite favorable à ce que l'on demande à la Cinquième Commission d'approuver le programme sans modifications. Elle a renouvelé tout son soutien à l'action capitale menée par ONU-Femmes dans le monde.

31. La délégation chinoise a souligné l'importance de la coopération, de la compréhension mutuelle, de l'efficacité et de l'efficience dans les activités menées par l'Organisation des Nations Unies. Elle a déploré que le Comité du programme et de la coordination ne soit pas parvenu à un consensus sur le programme 14, relatif à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Elle a demandé que le programme soit plus équilibré et que l'accent soit davantage mis sur l'élimination de la pauvreté, l'autonomisation économique, la santé et l'éducation ainsi que sur les nouveaux défis à relever, tels que la réduction de la fracture numérique entre les genres.

32. La délégation espagnole a déclaré que le fait de soumettre des programmes et des budgets à l'examen de grandes commissions, telles que la Troisième Commission, remettait en question le fonctionnement de l'Organisation et des organes habituellement chargés de cet examen. Ces questions devaient être traitées par la Cinquième Commission.

33. La délégation égyptienne a déclaré appuyer sans réserve le travail accompli et les efforts déployés par ONU-Femmes.

34. La délégation autrichienne a réitéré son soutien plein et entier au travail d'ONU-Femmes. Elle a souligné le rôle consultatif du Comité du programme et de la coordination dans l'examen des programmes. Les travaux de la Troisième Commission ne devaient pas faire double emploi avec ceux du Comité ou de la Cinquième Commission. La délégation a préconisé l'adoption des deux programmes par la Cinquième Commission.

35. La délégation slovène a insisté sur le fait qu'il appartenait au Comité du programme et de la coordination de formuler des recommandations à l'intention de l'Assemblée générale sur les projets de plans-programme, qui devaient ensuite être adoptés par la Cinquième Commission. Elle a renouvelé son soutien plein et entier à ONU-Femmes, dont elle a salué le travail et le rôle essentiel dans la promotion et la protection des droits humains de tous et toutes ainsi que dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles. Elle a préconisé l'adoption du programme par la Cinquième Commission.

36. La délégation luxembourgeoise a déclaré que les débats sur les programmes devraient rester techniques et être réservés aux experts de la Cinquième Commission, et que l'examen de programmes par la Troisième Commission faisait double emploi. Elle a dit être en faveur d'un Comité du programme et de la coordination qui soit fort, ajoutant que les plans-programmes et les budgets devraient continuer d'être adoptés par consensus par tous les États Membres, y compris le programme 14.

37. La délégation algérienne a déclaré que le Comité du programme et de la coordination était l'organe compétent pour examiner le programme et le budget et obtenir un accord à ce sujet, et que s'il ne parvenait pas à un accord, le plan-programme devait être soumis à une grande commission de l'Assemblée générale pour qu'elle formule des conclusions et des recommandations. La délégation a estimé que les programmes à l'examen n'étaient pas équilibrés, ni conformes aux mandats dont ils relevaient. Selon la résolution 75/243, il incombait au Comité de formuler une recommandation sur le programme.

38. La délégation pakistanaise a déclaré qu'il devrait être consigné dans le résumé qu'il n'y avait pas d'accord sur les programmes et que les ressources financières devraient être fournies de manière équilibrée, en particulier dans le contexte de la COVID-19.

39. La Directrice adjointe de la Division des politiques, des programmes et des relations intergouvernementales d'ONU-Femmes, Shoko Ishikawa, a répondu aux questions posées par les délégations. Elle a déclaré que le monde vivait un moment d'une importance critique, compte tenu des effets de la COVID-19 sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Le mandat et les fonctions d'ONU-Femmes, en tant qu'entité composite, couvraient l'appui à l'élaboration de normes pour les organes intergouvernementaux, la coordination entre les organismes des Nations Unies et les activités opérationnelles. Ses travaux étaient guidés par le cadre normatif international, notamment la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, les travaux de la Commission de la condition de la femme, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable ainsi que la résolution 1325 (2000) et les résolutions ultérieures du Conseil de sécurité, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes servant de point d'ancrage. L'Entité était également guidée par les trois piliers de l'Organisation des Nations Unies et s'employait à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes à tous les égards, y compris l'élimination de la pauvreté. Avec des partenaires du système des Nations Unies, elle veillait à ce que les questions de genre soient prises en compte dans les activités portant sur des questions telles que l'inclusion numérique et l'accès au numérique.



## Programme 20 : Droits humains

40. La délégation russe a déclaré que certains éléments des deux programmes comportaient des inexactitudes par rapport aux mandats et à la terminologie convenue. Elle a rappelé les propositions qu'elle avait faites lors de la session du Comité du programme et de la coordination pour corriger ces inexactitudes, ce dont elle a réaffirmé la nécessité. Elle espérait qu'un dialogue constructif s'engagerait sur ces programmes, mais ne pouvait les appuyer à ce stade.

41. La délégation argentine s'est dite très favorable au renforcement de l'action menée par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) pour faire appliquer des normes plus élevées en matière de promotion et de protection des droits humains. Elle a déclaré qu'il était de la plus haute importance pour elle que les deux programmes soient approuvés tels que présentés par le Secrétariat. Sur un plan plus général, elle a défendu la prérogative des États Membres de proposer des modifications aux propositions présentées par le Secrétariat au titre de chaque programme. Elle a également appuyé le rôle du Comité du programme et de la coordination en tant que principal organe subsidiaire de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et déclaré qu'il fallait renforcer le Comité afin qu'il puisse remplir sa fonction et parvenir à des accords sur tous les programmes soumis à son examen. S'il ne pouvait parvenir à un consensus, chaque commission devait pouvoir examiner les programmes la concernant.

42. La délégation salvadorienne a exprimé la ferme conviction que les droits humains représentaient la pierre angulaire du travail de l'Organisation des Nations Unies. Elle a déclaré ne pas douter que les deux programmes seraient financés comme il se devait et en temps voulu, et préconisé leur adoption par la Cinquième Commission. Sur un plan plus général, elle a reconnu le rôle important du Comité du programme et de la coordination en tant que principal organe subsidiaire du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale et insisté sur le fait que le Comité devrait s'acquitter de son mandat, de ses responsabilités et de ses fonctions en temps voulu et sur la base du consensus. Elle a déclaré que tout autre état de choses affaiblirait et compromettrait le rôle consultatif technique de ce dernier dans ce qu'il avait de plus essentiel. Elle a demandé que les méthodes de travail de la Commission soient revues de telle sorte que celle-ci dispose de suffisamment de temps et de ressources pour examiner chaque programme de manière approfondie et puisse parvenir à un accord consensuel et bénéfique. Revenant à la résolution [75/243](#), la délégation a dit craindre que l'examen par les grandes commissions de programmes ouverts devienne une pratique courante, affaiblissant le mandat du Comité du programme et de la coordination et ajoutant à la charge de travail des grandes commissions. Elle a déclaré que l'examen de programmes en grande commission ne devrait avoir lieu qu'en dernier recours, les membres de ces commissions n'étant pas des experts et la pandémie de COVID-19 étant source de complexité.

43. La délégation brésilienne a remercié le HCDH pour sa collaboration active avec les États Membres et les autres parties prenantes concernées. Elle s'est attardée sur l'approche holistique adoptée dans la stratégie globale pour 2022, en particulier en ce qui concerne l'inclusion du handicap, et a dit trouver encourageants les résultats observés en matière d'accès des personnes en situation de handicap au Conseil des droits de l'homme. En ce qui concerne le sous-programme 1 b), elle a félicité le Haut-Commissariat pour les efforts faits en vue de la prise en compte du droit au développement dans les partenariats mondiaux pour le développement et demandé un complément d'information sur les mesures concrètes prises pour mettre en œuvre le programme. Concernant le sous-programme 1 c), elle a salué l'instauration de programmes de bourses pour les peuples autochtones et les minorités et demandé un complément d'information sur l'expérience des bénéficiaires de ces bourses.



44. La délégation française s'est dite très satisfaite du travail du HCDH et a insisté sur le fait que le Haut-Commissariat devait recevoir les ressources dont il avait besoin pour s'acquitter de son mandat ambitieux. Elle a déclaré que les droits humains devaient être au cœur de tout ce qui était fait pour reconstruire en mieux. Elle a préconisé l'adoption des deux programmes, sans modification, par la Cinquième Commission. Sur un plan plus général, elle a fait remarquer que la Troisième Commission ne disposait ni des compétences techniques ni du temps nécessaire pour examiner en détail des questions qui relevaient principalement de la responsabilité du Comité du programme et de la coordination.

45. La délégation du Royaume-Uni a fait remarquer que les travaux de l'Organisation en matière de droits humains étaient devenus d'autant plus importants que la pandémie de COVID-19 faisait peser sur ces droits. Elle s'est félicitée que le HCDH soit déterminé à continuer de s'engager auprès des États Membres et de tous les acteurs concernés pour les aider dans leurs efforts de réalisation des droits humains, en fournissant des conseils techniques, en soutenant les mécanismes et en établissant des présences dans les pays. Elle s'est également félicitée que le Haut-Commissariat prévoie d'intégrer les questions de genre et l'inclusion du handicap dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats. Elle a demandé au Président de recommander, au nom de la Troisième Commission, à la Cinquième Commission que l'Assemblée générale approuve les deux programmes sans modification. Sur un plan plus général, elle a souligné que la réunion ne devait pas créer pas de précédent. Elle a déclaré qu'à son avis, c'était mal employer le temps alloué à la Troisième Commission que de lui faire examiner les programmes en question, regrettant que cet examen ait détourné l'attention des questions sur lesquelles la Commission devait se concentrer, telles que la défense du dispositif international des droits humains, la surveillance des crises les plus graves observées dans le monde sur le plan de ces droits et les progrès à réaliser quant aux normes importantes les concernant. Elle a en outre souligné qu'il appartenait toujours à la Cinquième Commission d'approuver ces programmes et déclaré qu'elle continuerait de s'opposer aux tentatives qui seraient faites de modifier les attributions de la Troisième Commission.

46. La délégation australienne, s'exprimant également au nom du Canada, de la Nouvelle-Zélande et de l'Islande, a déclaré appuyer avec force le travail capital accompli par le HCDH en promouvant le respect des droits humains, ce qui, a-t-elle souligné, était fondamental pour l'avènement d'un monde où règne la justice et l'égalité. Elle a dit estimer que les plans-programmes étaient fidèles aux mandats donnés par les États Membres et s'opposer à toute modification des projets de plans présentés. Elle a demandé au Président de recommander, au nom de la Troisième Commission, à la Cinquième Commission que l'Assemblée générale approuve les deux plans-programmes tels que présentés par le Secrétaire général. Sur un plan plus général, elle a fait remarquer que le Règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation étaient très clairs sur la question de la procédure et qu'il avait été décidé d'un commun accord lors du passage à titre expérimental à un cycle budgétaire annuel que ce règlement ne serait pas modifié. Elle a rappelé que le rôle du Comité du programme et de la coordination et des grandes commissions, lorsqu'ils examinaient les programmes, était de s'assurer que ceux-ci étaient conformes aux mandats, que les États Membres avaient arrêtés d'un commun accord antérieurement, et de formuler des conclusions ou des recommandations à la Cinquième Commission dans les meilleurs délais pour que cette dernière les examine en temps voulu.

47. La délégation des États-Unis a déclaré soutenir sans réserve le plan-programme 20 et salué une nouvelle fois le travail essentiel accompli par le HCDH

pour faire progresser les droits humains dans le monde entier, notamment grâce aux activités des organes conventionnels et du Conseil des droits de l'homme et ses procédures spéciales et au mécanisme d'examen périodique universel. Elle a souligné que le plan de programme était particulièrement important étant donné le recul de la situation des droits humains observé dans le monde, recul que la COVID-19 ne faisait qu'accentuer. Elle a préconisé que les deux programmes soient approuvés et que les recommandations soient envoyées à la Cinquième Commission par les voies appropriées pour examen. Sur un plan plus général, elle a insisté sur le fait que la réunion ne devait pas créer de précédent et qu'elle jugeait conforme à la procédure que les recommandations du Comité du programme et de la coordination soient envoyées directement à la Cinquième Commission. Elle a fait remarquer qu'il n'appartenait pas à la Troisième Commission de remettre en cause les travaux du Comité du programme et de la coordination ou de rouvrir les débats sur les plans-programmes.

48. La délégation cubaine a rappelé la longue tradition de coopération avec le HCDH et d'engagement auprès de lui qu'était celle de Cuba, actuellement membre du Conseil des droits de l'homme. Concernant le programme 20, elle a demandé sur quel mandat intergouvernemental convenu reposait l'intégration d'approches fondées sur les droits humains dans les travaux des équipes de pays et des coordonnateurs résidents des Nations Unies, car il n'était pas question d'un tel mandat dans le dernier examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (résolution [75/233](#)). Elle a déclaré avoir des réserves concernant les deux programmes et ne pas pouvoir appuyer leur adoption. Elle a expliqué en particulier qu'elle jugeait prématurée l'approbation du programme 20 dans sa forme actuelle.

49. La délégation de l'Union européenne a dit appuyer vivement le travail du HCDH et demandé aux États Membres de faire en sorte que les moyens budgétaires soient à la hauteur des attentes élevées auxquelles le Haut-Commissariat devait répondre. Elle a demandé que les moyens alloués dans les plans-programmes et les budgets-programmes soient suffisants pour qu'il puisse mettre pleinement en œuvre l'appel à l'action en faveur des droits humains lancé par le Secrétaire général. Elle a indiqué qu'elle continuerait de s'opposer à tout amendement visant à affaiblir les références aux droits humains, tant à la Troisième qu'à la Cinquième Commission. Elle a fait remarquer que le programme 20 était très précisément fidèle aux mandats correspondants et préconisé l'adoption par la Cinquième Commission sans modification. Sur un plan plus général, elle a souligné que la réunion en cours ne devait pas créer de précédent. Elle a déclaré que l'ajout d'une question aussi complexe à l'ordre du jour de la Troisième Commission n'était pas compatible avec la charge de travail de celle-ci, dont il détournait l'attention de la situation des droits humains dans le monde, élément central de ses travaux.

50. La délégation maltaise a demandé au Président de recommander l'approbation des deux programmes à la Cinquième Commission. Sur un plan général, elle a déclaré que les réunions informelles de la Troisième Commission ne devaient pas empiéter sur les travaux du Comité du programme et de la coordination ou de la Cinquième Commission. Elle s'est également dite préoccupée par la charge supplémentaire que l'examen de la planification des programmes représentait pour la Troisième Commission, soulignant les compétences spécialisées du Comité du programme et de la coordination sur cette question.

51. La délégation italienne a déclaré approuver pleinement le programme 20. Sur un plan général, elle a souligné que la réunion ne devait pas créer de précédent. À son avis, il convenait de préserver entièrement le processus par lequel le Comité du programme et de la coordination vérifiait la conformité des plans-programmes avec

les mandats correspondants puis présentait ses recommandations à la Cinquième Commission pour adoption.

52. La délégation dominicaine a appuyé sans réserve le travail effectué par le HCDH et demandé au Président de recommander, au nom de la Troisième Commission, à la Cinquième Commission que l'Assemblée générale approuve les deux programmes sans modifications. Sur un plan général, elle a dit considérer qu'il incombait au premier chef au Comité du programme et de la coordination de formuler des recommandations sur la planification des programmes à l'intention de l'Assemblée générale. Elle a appelé au renforcement du Comité et engagé celui-ci à conclure ses travaux dans les délais impartis et par consensus à l'avenir. Pour elle, il n'appartenait pas à la Troisième Commission de traiter de la planification des programmes, étant donné sa charge de travail déjà lourde, et la réunion en cours ne devait pas créer de précédent.

53. La délégation japonaise a demandé au Président de recommander, au nom de la Troisième Commission, à la Cinquième Commission que l'Assemblée générale approuve les deux programmes sans modification. Sur un plan général, elle a rappelé aux États Membres qu'il relevait de leur responsabilité collective d'approuver les plans-programmes et les budgets-programmes en temps voulu. Elle a réaffirmé la nécessité de ne pas empêcher la Cinquième Commission, qui était chargée des questions administratives et budgétaires, de procéder rapidement à l'examen des points de l'ordre du jour qui lui étaient renvoyés. Elle a déclaré que l'examen des points de l'ordre du jour à la Troisième Commission devait se dérouler parallèlement, si nécessaire, à l'examen des mêmes points de l'ordre du jour à la Cinquième Commission, et que la contribution de la Troisième Commission, le cas échéant, devait intervenir dès que possible.

54. La délégation néerlandaise a appuyé sans réserve le travail du HCDH et demandé au Président de recommander, au nom de la Troisième Commission, à la Cinquième Commission que l'Assemblée générale approuve les deux programmes sans modification. Sur un plan général, elle s'est dite particulièrement préoccupée par le fait que le Comité du programme et de la coordination n'avait pas approuvé ces deux programmes depuis 2018. Elle s'est déclarée fermement convaincue qu'un examen approfondi de la planification des programmes en grande commission saperait le travail du Comité du programme et de la coordination et compromettrait les chances de parvenir à un consensus dans la prise de décisions dans l'avenir. Tout en admettant que l'examen des programmes et des sous-programmes entraînait dans le mandat des grandes commissions, elle a déclaré que l'adoption de ceux-ci appartenait en fin de compte à la Cinquième Commission.

55. La délégation suisse, s'exprimant également au nom du Liechtenstein, s'est déclarée pleinement satisfaite des deux plans-programmes et a demandé au Président de recommander à la Cinquième Commission d'approuver les deux programmes sans modification. Sur un plan général, elle a indiqué qu'elle aurait préféré que les débats en cours n'aient pas lieu à la Troisième Commission, car ils faisaient double emploi avec les travaux de la Cinquième Commission. Elle a déclaré que la Troisième Commission n'était pas tenue d'examiner les plans-programmes sur lesquels le Comité du programme et de la coordination n'était pas parvenu à une conclusion et préconisé qu'elle se concentre sur les éléments de fond de son programme de travail déjà chargé.

56. La délégation mexicaine a exprimé tout son soutien au travail capital accompli par le HCDH pour faire respecter les droits humains dans le monde. Elle a demandé au Président de recommander que la Cinquième Commission, puis l'Assemblée générale, approuvent les deux programmes sans modification. Sur un plan général, elle a fait remarquer que les mandats dont relevaient les programmes avaient déjà été

convenus et ne devaient pas être remis en question ou être réexaminés au sein de la Troisième Commission.

57. La délégation chinoise a salué les efforts faits par le HCDH pour promouvoir et protéger les droits humains, en particulier face à la pandémie de COVID-19. Elle s'est dite préoccupée par le manque flagrant d'investissement dans les droits économiques, sociaux et culturels et par l'emploi dans les plans-programmes des termes « fondé[e][s] sur les droits humains » et « fondé[e][s] sur les droits », qui, a-t-elle fait remarquer, n'étaient pas universellement acceptés. Elle a demandé que la promotion et la mise en œuvre des trois piliers de l'Organisation et du Programme 2030 se fassent de manière équilibrée. Elle s'est félicitée que le système des Nations Unies aide les États Membres à promouvoir et à protéger les droits humains, selon les mandats reçus et lorsque les États le demandaient, mais s'est élevée contre l'intégration systématique de ces droits dans les travaux de l'ensemble des entités du système. Le Haut-Commissariat devait impérativement consacrer davantage de ressources aux conséquences des mesures coercitives unilatérales sur les droits humains. La délégation a regretté que le programme 20 n'ait pu refléter fidèlement les mandats donnés et les préoccupations des États Membres. Sur un plan général, elle a souligné l'importance de la coopération, de la compréhension mutuelle, de l'efficacité et de l'efficacité dans le travail de l'Organisation et s'est dite favorable à ce que le Comité du programme et de la coordination soit le principal organe où se tienne l'examen de la planification des programmes et la recherche d'un consensus.

58. La délégation espagnole a appuyé les deux programmes, tels que proposés par le Secrétariat. Elle a toutefois fait remarquer que le fond des programmes n'était pas l'élément le plus important des débats de la réunion en cours. À son avis, il était dangereux d'examiner les questions relatives aux programmes et au budget dans d'autres commissions, en fonction des domaines de compétence, et contraire au principe même du fonctionnement de l'Organisation, à savoir que les débats portant sur les programmes et le budget devaient se tenir en même temps et au sein du même organe directeur : la Cinquième Commission. La délégation s'est dite préoccupée à l'idée que les différentes commissions cherchent à modifier l'issue des débats tenus à la Cinquième Commission. Elle a fait observer que l'examen de programmes au sein des autres commissions avait mis en évidence un problème, à savoir que les délégations tentaient de faire prévaloir leurs intérêts nationaux par leurs interventions dans ce cadre, ce qui représentait un grand risque pour le fonctionnement de l'Organisation et créait des difficultés entre les États Membres.

59. La délégation égyptienne a déclaré appuyer sans réserve le travail accompli par le HCDH.

60. La délégation autrichienne a déclaré appuyer pleinement le travail du HCDH et appelé à l'adoption des deux programmes par la Cinquième Commission, sans modification et en temps voulu. Sur un plan général, elle a souligné que la réunion en cours ne devait pas créer de précédent et insisté sur le fait qu'il fallait se garder d'avoir à la Troisième Commission, au détriment d'autres débats de fond, des débats faisant double emploi avec les travaux du Comité du programme et de la coordination ou de la Cinquième Commission.

61. La délégation slovène a renouvelé son soutien plein et entier au HCDH, dont elle a salué le travail et le rôle essentiel. Elle a remercié le Secrétaire général des efforts faits pour que les plans-programmes soient fidèles aux mandats et préconisé l'adoption des programmes sans modification par la Cinquième Commission. Sur un plan général, elle a souligné que les débats en cours ne devaient pas créer de précédent et insisté sur le fait qu'il ne fallait pas porter atteinte au rôle et aux prérogatives du Comité du programme et de la coordination.

62. La délégation luxembourgeoise a appuyé sans réserve les deux programmes. Sur un plan général, elle a déclaré que l'examen de programmes à la Troisième Commission devait rester technique et insisté sur le fait que la Commission devait rester concentrée sur le traitement des nombreux problèmes relatifs aux droits humains, qui constituait le cœur de leurs travaux.

63. La délégation algérienne s'est dite préoccupée par le manque d'équilibre du programme relatif aux droits humains, notamment en ce qui concernait les droits économiques, sociaux et culturels, déplorant que la promotion de certains droits soit surfinancée au détriment des autres. Elle a appelé à un équilibre du financement pour tous les droits reconnus dans la Déclaration de Vienne. Elle s'est également dite préoccupée de constater que les programmes n'étaient pas conformes aux mandats. Elle a souligné que, selon la résolution 75/243, la Commission elle-même, et non pas sa présidence ou son bureau, était l'entité chargée de faire des recommandations à la Cinquième Commission. À cet égard, la délégation a engagé la Commission à recommander que les programmes soient revus de telle sorte qu'ils soient conformes aux mandats et plus équilibrés. Sur un plan général, elle a fait remarquer que la résolution 75/243 était claire sur la règle selon laquelle l'Assemblée générale ou les grandes commissions devaient examiner les programmes lorsque le Comité du programme et de la coordination n'avait pu parvenir à une conclusion.

64. La délégation pakistanaise s'est dite préoccupée par la différence entre les ressources financières allouées aux droits civils et politiques et celles allouées aux droits économiques, sociaux et culturels. Elle a demandé des explications sur ce qui justifiait une telle différence, tous les droits humains méritant qu'on leur accorde la même attention et la même importance. Elle a fait remarquer que la pandémie de COVID-19 avait mis en évidence l'importance des droits économiques, sociaux et culturels dans le traitement des nombreux problèmes auxquels le monde devait faire face. Elle a demandé au Président d'indiquer dans son résumé qu'il fallait revoir les programmes, faute d'accord, afin de les rendre plus équilibrés quant à l'allocation des ressources. Sur un plan général, elle a souligné l'importance de la Troisième Commission en tant que lieu d'analyse thématique des points sur lesquels le Comité du programme et de la coordination n'avait pu parvenir à un accord.

65. En réponse à une demande de précisions sur la mise en œuvre du sous-programme 1 b), la Haute-Commissaire adjointe aux droits de l'homme a souligné que les activités d'éducation, d'information et de sensibilisation concernant le droit au développement étaient essentielles pour l'échange des bonnes pratiques, des expériences, des enseignements à retenir et des exemples de réussite. Elle a donné l'exemple du lancement, en 2018, et en collaboration avec l'Université pour la paix (Costa Rica) et l'Institut international pour la santé mondiale (Malaisie), d'un module interactif d'apprentissage en ligne sur la mise en œuvre du droit au développement dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement durable grâce auquel 520 participantes et participants d'un grand nombre de parties prenantes de 135 pays avaient reçu une formation. Elle a également donné l'exemple de la mise en place d'une nouvelle plateforme en ligne appelée « Global Action on the Right to Development : Building Better Policies and Sharing Good Practices » (action mondiale en faveur du droit au développement : élaborer de meilleures politiques et partager les bonnes pratiques), dont le but était de promouvoir la poursuite du dialogue et des échanges sur ce droit. Dans ce cadre, 407 personnes avaient participé à de tels échanges dans le monde.

66. En réponse à une demande de précisions sur l'expérience des bénéficiaires du programme de bourses pour les peuples autochtones et les minorités, la Haute-Commissaire adjointe a expliqué que, pour s'adapter à la pandémie de COVID-19, le Haut-Commissariat avait revu ses programmes de bourses, en 2020, en recrutant

d'anciens boursiers et en les déployant dans des rôles de conseil au lieu d'organiser les deux sessions de formation annuelles d'un mois à Genève. Elle a ajouté que les objectifs étaient de donner à ces « boursiers seniors » l'occasion de se former et de renforcer leurs capacités en cours d'emploi, une expérience des travaux et activités de l'ONU et la possibilité d'accroître leurs compétences en matière de sensibilisation et de leadership, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19, et, à l'inverse, de permettre au sous-programme et à l'Organisation de bénéficier des compétences spécialisées de ces personnes. Elle a indiqué que le Haut-Commissariat avait procédé à une évaluation et que les résultats étaient encourageants et les effets tangibles, bon nombre des boursiers en question ayant accédé à des fonctions importantes liées aux droits humains dans leur pays.

67. Pour répondre à la question concernant l'intégration d'approches fondées sur les droits humains dans les travaux des équipes de pays et des coordonnateurs résidents des Nations Unies et l'intégration systématique de ces droits dans les travaux de toutes les entités des Nations Unies, la Haute-Commissaire adjointe s'est référée au mandat universel, tel qu'adopté par l'Assemblée générale, que la Haute-Commissaire et le Haut-Commissariat tiraient de la résolution 48/141, appelant plus particulièrement l'attention sur les alinéas i) et j) du paragraphe 4. Pour ce qui est de l'intégration systématique des droits humains dans les activités, elle a renvoyé au paragraphe 28 de la résolution de 2020 sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies. Elle a déclaré que le Haut-Commissariat avait participé activement aux discussions sur la réforme du système des Nations Unies pour le développement et à la mise en œuvre de cette réforme, y compris à la conception du nouveau système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et à l'élaboration des nouvelles directives concernant les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, clés de voûte de la réforme au niveau national. Elle a ajouté que le Haut-Commissariat avait contribué à ce que les droits humains soient au centre des nouvelles directives concernant les analyses communes de pays et les plans-cadres en question. Elle a indiqué que l'interprétation commune, au sein du système des Nations Unies, de ce qui constituait une approche fondée sur les droits découlait de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des neuf principaux traités internationaux relatifs à ces droits. Elle a également renvoyé à la résolution 48/141, par laquelle l'Assemblée générale avait créé le poste de Haut(e)-Commissaire aux droits de l'homme, donnant pour mandat à son ou à sa titulaire de coordonner les activités touchant la promotion et la protection des droits humains dans l'ensemble du système des Nations Unies et de renforcer la coopération internationale visant à promouvoir et à défendre tous ces droits, entre autres choses. La Haute-Commissaire adjointe s'est référée en outre au paragraphe 126 de la résolution 60/1 de l'Assemblée. Elle a ajouté que, pour que le mandat consistant dans la promotion de tous les droits humains pour tous et toutes et confié au Haut-Commissariat et à l'Organisation des Nations Unies puisse être rempli, l'approche fondée sur les droits humains comprenait également les principes fondamentaux que sont la participation, la non-discrimination, la transparence et le principe de responsabilité. Cette approche, qui avait son origine dans la Charte des Nations Unies et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, constituait l'un des grands principes de programmation. La Haute-Commissaire adjointe a précisé que l'emploi des termes « approche fondée sur les droits humains » et « intégration des droits humains » était reconnu et bien établi à l'ONU et qu'il était essentiel pour la réalisation de ces droits et du droit au développement pour tous et toutes, y compris les plus vulnérables, et pour l'élimination effective des inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre. Elle a fait remarquer que comme certaines délégations s'étaient opposées au terme « approche fondée sur les droits humains » l'année précédente, le Haut-Commissariat avait pris soin d'éviter autant que possible de l'utiliser dans le plan-programme, bien que, en tant que principe de programmation



de l'Organisation, il soit couramment employé dans les ateliers, les rapports ou les outils. Il avait été décidé de le conserver dans les stratégies définies pour le sous-programme 1, afin de reprendre la terminologie du cadre stratégique pour 2018-2019, qui avait été convenue.

68. En réponse au point soulevé quant aux droits économiques, sociaux et culturels, la Haute-Commissaire adjointe a déclaré que les travaux du Haut-Commissariat étaient guidés par les principes d'universalité, d'indivisibilité et d'interdépendance de tous les droits humains et de toutes les libertés fondamentales consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, réaffirmés dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne (voir la résolution [48/141](#) de l'Assemblée générale) et soulignés dans la Déclaration sur le droit au développement (résolution [41/128](#) de l'Assemblée). L'égalité de statut et l'indivisibilité des droits civils, économiques, sociaux, politiques et culturels, sans hiérarchie, étaient clairement établies dans ces textes, et, ces dernières années, le Haut-Commissariat avait intensifié ses travaux sur le droit au développement et les droits économiques, sociaux et culturels aux niveaux mondial, régional et national. Par exemple, il avait continué de s'employer à faire une large place à ces droits, notamment dans le cadre de la riposte à COVID-19, dans les activités menées au titre du sous-programme 3. Il avait également joué un rôle majeur dans l'élaboration du cadre défini par le Secrétaire général pour la réponse socioéconomique à la COVID-19 en nouant un dialogue avec des équipes de pays des Nations Unies de partout dans le monde et en apportant une assistance technique à la définition de plans nationaux de réponse et de relèvement qui soient conformes aux besoins des pays. En 2019, la Haute-Commissaire avait chargé une équipe spéciale interne d'élargir et de renforcer l'action du Haut-Commissariat en matière de droits économiques, sociaux et culturels, ce qui avait abouti au lancement, en août de la même année, de l'initiative Surge, qui visait à améliorer le travail dans ces domaines, recenser les lacunes en matière d'appui technique et favoriser le brassage d'idées partout dans le monde. L'équipe de l'initiative Surge avait donné la priorité aux échanges avec les présences du Haut-Commissariat sur le terrain, les autorités nationales, les organisations de la société civile, les institutions financières internationales et d'autres parties prenantes, auxquelles elle avait prêté son concours sous la forme d'analyses, de travaux de recherche et de conseils pour les actions de sensibilisation et les programmes nationaux. Un total de 38 initiatives avaient été lancées, et cette stratégie avait agi comme un catalyseur de croissance en contribuant à l'application d'une conception plus intégrée et plus holistique des droits en question dans les activités du Haut-Commissariat dans le domaine du développement.

---